

Extrait du PCF : Communistes de Vénissieux

http://pcf.venissieux.org/BESOIN-DE-REVOLUTION

Contribution au 33ème congres (site PCF)

BESOIN DE REVOLUTION !

- S'organiser... - 33eme Congrès du PCF - Contributions -

Date de mise en ligne : jeudi 3 novembre 2005

PCF : Communistes de Vénissieux

Résumé de la Gauche Communiste, pour une base commune de l'opposition. Lisible sur Internet

BESOIN DE REVOLUTION !

En France... est victime de la crise... du capitalisme.... entraîne le monde dans la barbarie... une concurrence acharnée entre impérialismes...stratégie systématique des États-Unis pour étendre leur domination : militaire, financier, économique, scientifique, culturel, technique, idéologique... les causes ...pour la plupart liées à la crise... ...du capitalisme. L'une des causes essentielles...la disparition de l'Union soviétique...que soit l'analyse...de cette expérience, elle a constitué une alternative...l'essor du capitalisme financier,...n'a jamais été aussi prédateur...Il a besoin de trouver... de nouveaux marchés pour accroître son emprise...En France, les élites politiques de droite ou de gauche ont progressivement adopté les thèses de l'économie libérale...ils ont appliqué les recettes libérales des États-Unis : abandon de la politique industrielle nationale, restructuration du monde agricole,... réorientation vers le tout tertiaire, développement d'un chômage... pour réduire le coût du travail... avec les délocalisations...le cadre libéral explique en grande partie la sanction électorale du 21 avril 2002.

La situation...confirme... l'analyse marxiste :...une seule alternative à la barbarie...un processus révolutionnaire...le capitalisme paraît victorieux, rend peu perceptible la transformation de la société...les communistes doivent élaborer un programme de renversement du capitalisme. La propriété des principaux moyens de production est au coeur du problème. La rupture avec le capitalisme ne peut se faire qu'à condition de mettre en place les bases d'une véritable démocratie économique,...pas...reproduire ce qui a été expérimenté en Union soviétique,...mais de redonner au pays les moyens de diriger son économie...il est possible de s'extraire des règles du système capitaliste dans un cadre national...Cette rupture ne peut être qu'une révolution...la direction du PCF, après la chute de l'URSS, a fait des concessions à la classe dominante...Elle a... abandonné la théorie marxiste,...Ce recul...s'est accompagné d'une régression politique...D'où la dégringolade qui a suivi...Il ne faudrait pas que le PCF,...replonge aux erreurs de 1997... Dans ce contexte, notre 33e congrès est d'une importance extrême : ou, sur la base d'une analyse marxiste, notre Parti redevient le parti...avec pour perspective la révolution, ou bien il risque de disparaître...Il faut éviter deux écueils : le rapprochement jusqu'à la fusion dans une mouvance d'alternative...ou un tête à tête avec le PS... Le véritable défi...renouer avec son identité révolutionnaire...le Pcf doit proposer des objectifs...réfléchir aux conditions politiques qui permettraient un rassemblement...remettre les communistes au centre du processus révolutionnaire...

50 PREMIERS SIGNATAIRES : M. AMOR, X. AMOR, C. ANDREANI, MC. ANDREANI, A. ARANDA, H. ARTEAUD, M.S. BABEL, D. BALLAIS, JP. BALLAIS, C. BAUMGARTEN, R. CANONGE, G. CHERBONNIER, F. COMBES, J. CORSET, J. DONNET, P. FOUCHERANT, M. FRETUN, C. GAUTHIER, D. GUEHL, JA. GUIDOU, JJ. KARMAN, M. KARMAN, F. LACHE, P. LATOUR, G. LAURENT, G. MALETRAS, P. MARTIN, G. MARTINVALET, D. MAZANON, M. MELINAND, M. MENDY, E. MULLER, R. NADI, B. NOTTIN, G. OLLIER,, E. ORQUIN, C. PENTIER, O. POIRET, P. QUETGLAS, JL. REMANDE, A. RENAUD, N. RENAUD, G. REQUIGNY, A. RODRIGUEZ, M. ROUSSEAU, M. RUER, I. SOAVE, F. TLILI, N. VALERA, A. WOHLGROTH.

Résumé de 2322 caractères d'un texte de 16334 caractères. On ne peut pas faire moins

Ce texte est la contribution de la Gauche Communiste au 33e congrès du PCF

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

BESOIN DE REVOLUTION !

Où en sommes nous ?

En France comme dans le reste du monde, l'humanité est victime de la crise structurelle du capitalisme et des ravages qu'elle engendre. Cette situation empire chaque jour. Elle entraîne le monde dans la barbarie.

Les États-Unis sont le véritable coeur de l'impérialisme, à la fois tête pensante, coffre-fort et bras armé du capitalisme. Mais ils sont également vulnérables : leur fragilité s'est révélée au grand jour avec la récente tragédie de la Louisiane. Leurs contradictions internes les ont conduits depuis la première guerre du Golfe à tenter d'imposer une domination militaire sans partage pour défendre leurs intérêts. Leur endettement est colossal. Le système financier international étant adossé au système financier américain, le prix de la politique américaine est également payé par le reste du monde. En cas d'effondrement financier, les États-Unis pourraient entraîner le reste du monde dans une faillite boursière.

Deuxième impérialisme par ordre d'importance, les pays d'Europe occidentale, avec les principales puissances que sont l'Allemagne, la France et l'Angleterre. Ils se sont dotés d'une structure politico-économique supra-étatique, l'Union européenne. Elle traverse de graves difficultés. Elle connaît un manque de légitimité, mis à jour par le rejet du traité constitutionnel par la France et la Hollande ; une opposition croissante face à la remise en cause des acquis sociaux ; une crise économique endémique qui s'approfondit malgré les diktats des commissaires européens qui imposent un libéralisme à tout crin ; des difficultés internes aggravées par l'élargissement à plusieurs pays d'Europe de l'Est.

Troisième pôle impérialiste enfin, le Japon et les « nouveaux dragons » (Corée du Sud, Taiwan). Ils ont du mal à se remettre de la crise financière asiatique. Leur prééminence économique est aujourd'hui battue en brèche par la montée en puissance de la Chine.

Face à ces trois grands pôles impérialistes, le reste de la planète se partage entre victimes du capitalisme et pays résistants.

Les résistances à la mondialisation capitaliste sont diverses. Parmi elles, on peut citer la Russie, qui renforce l'État, renationalise des secteurs-clés de son économie dont les hydrocarbures, et se repositionne sur la scène internationale ; la Chine, qui s'affirme comme une puissance économique émergente de premier plan (ce qui inquiète les États-Unis), au prix d'un développement sauvage du capitalisme et de l'exploitation extrême d'une fraction des travailleurs chinois ; l'Inde, qui s'annonce comme la deuxième grande puissance économique émergente ; l'Afrique du Sud, seule véritable puissance économique du continent africain, qui joue un rôle diplomatique international de premier plan ; plusieurs pays d'Amérique centrale et latine qui desserrent l'étau américain : le Venezuela, la Bolivie, l'Argentine... et Cuba évidemment. Dans le reste du monde, le rouleau compresseur de l'impérialisme joue à plein. Ces pays servent à la fois de réservoir de matières premières - agricoles, minières - et de réservoir de main d'oeuvre, sous forme de migrations, et à travers les délocalisations. C'est une véritable division internationale du travail, qui voit la classe ouvrière au plan mondial progresser en nombre. Ces pays sont également mis à contribution dans les services, les technologies de pointe, la recherche et développement...

Dans un grand nombre de pays, on assiste à une concurrence acharnée entre l'impérialisme américain et les impérialismes secondaires concurrents. L'exemple du pré-carré français en Afrique est révélateur. Les États-Unis y envoient des conseillers militaires et des associations « caritatives », suivis de près par des hommes d'affaires : l'impérialisme américain gagne du terrain. Cette concurrence entre impérialismes n'est pas nouvelle. La nouveauté

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

réside dans la stratégie systématique menée par les États-Unis pour étendre leur domination dans tous les domaines : militaire, financier, économique, scientifique, culturel, technique, idéologique...

L'impérialisme américain est dans une phase d'extension sans précédent qui s'explique par sa propre crise et sa course au sur-profit. Dans le même temps, il se heurte à de fortes oppositions. On voit émerger des résistances au niveau de certains États, au niveau des peuples - comme le montre la résistance irakienne à l'occupation américaine -, ainsi qu'une prise de conscience dans des milieux divers : mouvement syndical, églises, monde intellectuel, etc. Le mouvement alter-mondialiste, avec ses nombreuses limites, est significatif de la prise de conscience des méfaits de l'impérialisme.

Les causes de cette situation

Les causes sont multiples et pour la plupart liées à la crise de structure du capitalisme. L'une des causes essentielles réside dans la disparition de l'Union soviétique et du bloc des démocraties dites populaires. Durant plus de 70 ans, quelle que soit l'analyse que l'on ait de cette expérience, l'Union soviétique a constitué une alternative au système capitaliste.

Un autre facteur a joué pleinement : l'essor du capitalisme financier, qui a connu une forte accélération grâce au développement des nouvelles technologies. Le capitalisme financier a pris barre sur le capitalisme industriel : aujourd'hui, ce sont les établissements financiers et les actionnaires - notamment les fonds de pension - qui dirigent les entreprises, selon des critères strictement financiers et non plus industriels. Cette situation engendre une déconnexion totale entre le système financier international - la Bourse -, et la réalité économique. La panique engendrée par la crise boursière asiatique est révélatrice de la gravité de la situation : l'ensemble du système financier international s'est trouvé menacé. La conjoncture n'est pas sans rappeler celle qui existait à la veille de la crise de 1929. Ses conséquences pourraient être beaucoup plus graves.

Les conséquences dans le monde

Le capitalisme n'a jamais été aussi prédateur qu'actuellement. Il a besoin de trouver sans cesse de nouveaux marchés pour accroître son emprise. La disparition de l'Union soviétique lui a redonné du souffle en lui permettant de faire main-basse sur des marchés jusqu'alors inaccessibles. Mais l'embellie a été de courte durée, à peine une décennie. Cela explique les appétits qui s'aiguisent devant la Chine. Ses marchés pourraient donner de l'oxygène pour quelques années au système capitaliste. Dans tous les pays, y compris dans les pays riches, la misère s'aggrave. A travers le mécanisme de la dette, les organismes internationaux (Fonds monétaire international, Banque mondiale...) imposent des politiques économiques libérales qui empêchent tout développement économique. Les économies s'intègrent les unes après les autres dans le système financier mondialisé.

Pour les populations, cela se traduit par une précarité toujours plus importante puisque les organismes financiers internationaux imposent une réduction des services publics et des coupes dans les budgets d'éducation, de santé, etc. Suivant les impératifs du capitalisme, cette précarité est souvent assortie de « conflits localisés » : les États pillés, déstabilisés, perdent toute légitimité et leurs capacités à maintenir les fonctions régaliennes traditionnelles (paix, justice, police...). C'est le cas entre autre de l'Ethiopie, de la Somalie, du Congo démocratique, de l'Argentine, d'Haïti, de la Côte d'Ivoire... Dans d'autres pays, le capitalisme suscite des guerres, comme en Irak ou en Afghanistan. Ces stratégies de chaos ont été théorisées par les « think tanks » américains. Quand il le juge préférable, le capitalisme peut aussi imposer des politiques intérieures répressives pour maintenir une certaine stabilité : c'est le cas du Togo, du Salvador, du Nicaragua, des Philippines, de l'Indonésie, etc.

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

La situation de la France

En France, les élites politiques de droite ou de gauche ont progressivement adopté les thèses de l'économie libérale et les ont mises en pratique. Calquant leurs programmes sur les desiderata du Medef, ils ont contribué à partir des années 70-80 à déstabiliser les politiques économiques et sociales héritées de l'après-guerre, en s'attaquant principalement à la politique industrielle de la France, en imposant une déréglementation généralisée et en remettant en cause les acquis sociaux.

Après avoir liquidé les mines et la sidérurgie, ils ont appliqué les recettes libérales en cours aux États-Unis : abandon de la politique industrielle nationale, restructuration du monde agricole vers une agriculture de type industriel, réorientation vers le tout tertiaire, développement d'un chômage de masse pour réduire le coût du travail... Ces dernières années, le phénomène s'est encore amplifié avec les délocalisations. En 25 ans, à l'instar de l'Angleterre ou de l'Allemagne, notre économie s'est fragilisée et appauvrie, avec des conséquences sociales dramatiques : chômage de masse touchant 10 % de la population active, développement de la précarité avec 4 millions de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté, attaques contre le système de santé, la sécurité sociale et les retraites, attaques contre le logement social, etc. La dégradation de la situation économique et sociale s'est accompagnée d'une perte de crédibilité du monde politique. L'élection d'un président socialiste en 1981, après plus de 20 ans de règne sans partage de la droite, avait créé d'immenses espoirs. Espoirs rapidement déçus, puisque les engagements pris ont été abandonnés pour mener une politique de régression sociale. Le Parti socialiste a tenté une politique de gestion sociale du capitalisme. Il a cherché à concilier une politique économique libérale et une véritable politique sociale, en un mot à réformer le capitalisme. Cette impossibilité à mener une politique sociale dans le cadre libéral explique en grande partie la sanction électorale du 21 avril 2002.

Quelle alternative au capitalisme ?

La situation que nous subissons illustre parfaitement la nature du capitalisme. Elle confirme la justesse de l'analyse marxiste : il n'existe qu'une seule alternative à la barbarie où nous conduit le capitalisme, l'enclenchement d'un processus révolutionnaire ouvrant la voie au communisme. S'il n'y a pas à brève échéance un retournement de situation, nous nous dirigeons vers un véritable recul de civilisation, dans un monde totalement dominé par les multinationales, qui pillent le vivant et les matières premières, exploitent sans frein les peuples, organisent sciemment des guerres, tout cela au profit d'une minuscule élite qui accumule le capital. De plus en plus de gens en prennent conscience.

La révolution est-elle évitable comme en rêvent certains ? Certainement pas : le capitalisme est une machine à broyer d'une violence extrême. Il ne fait aucune concession sauf dans le cadre d'un rapport de forces. Et comment instaurer un rapport de forces autrement que par une révolution, c'est à dire une transformation radicale de la société ? Cette transformation peut-elle être autre chose que le renversement du capital dominant par le peuple ?

Dans une conjoncture où le capitalisme paraît victorieux, rendant peu perceptible la transformation de la société à court terme, les communistes doivent élaborer un programme de renversement du capitalisme. La propriété des principaux moyens de production est au coeur du problème. La rupture avec le capitalisme ne peut se faire qu'à condition de mettre en place les bases d'une véritable démocratie économique, et donc de poser la question de la gestion par les travailleurs après la révolution.

Une première étape serait de rétablir et développer un puissant secteur public antilibéral et démocratique où le capital soit entièrement public. Ce secteur comprendrait un pôle financier public (banques), les assurances, et le secteur public marchand vital pour l'exercice de la souveraineté : industries d'armement, production énergétique,

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

industries chimiques, informatique, biotechnologies, santé ; les biens indispensables à la sécurité sanitaire et à la préservation de l'environnement : industries agroalimentaires, industrie pharmaceutique, traitement des ordures et des déchets ; les biens collectifs faisant partie du mode de vie de la nation : eau, téléphone, transports collectifs, communication informatique. Il s'agit non pas de reproduire ce qui a été expérimenté en Union soviétique, qui a montré ses limites, mais de redonner au pays les moyens de diriger son économie. Malgré la mondialisation, malgré le poids du libéralisme en Europe et en France, il est possible de s'extraire des règles du système capitaliste dans un cadre national : l'expérience du Venezuela, bien plus écrasé que la France par l'impérialisme américain, montre qu'il n'y a pas de fatalité, à condition qu'il y ait rupture. Cette rupture ne peut être qu'une révolution.

Quelle perspective communiste en France ?

Parallèlement au discrédit de la classe politique, on a assisté à une régression savamment orchestrée de la conscience politique. Elle a visé au premier chef le Parti communiste français et le mouvement syndical, principaux obstacles à la progression de l'idéologie libérale. Cette bataille idéologique a marqué d'autant plus de points que la direction du PCF, après la chute de l'URSS, a fait des concessions à la classe dominante sur histoire du communisme. Elle a également abandonné la théorie marxiste, pour lui substituer un salmigondis idéologique basé sur un retour au socialisme utopique, qui ne lui permet pas d'analyser correctement l'évolution du capitalisme. D'où son glissement vers la sociale-démocratie, particulièrement entre 1997 et 2002, qu'un certain gauchissement du discours depuis ne parvient pas à stopper.

Ce recul idéologique s'est accompagné d'une régression politique. Le PCF, implanté dans le monde du travail, a abandonné ce terrain. D'où la dégringolade qui a suivi : premier parti de France à la Libération avec 28,8 % aux élections, capable d'attirer à lui près de 20 % des suffrages à la fin des années 70, le Parti a connu depuis une chute vertigineuse. Aux dernières présidentielles, le candidat Robert Hue n'a pas atteint les 4 %. Aux élections locales, le Parti a perdu de nombreux « bastions ». Partout, notre influence électorale est en net recul. Les prochaines élections de 2007 et 2008, dans le rapport de forces actuel, s'annoncent très difficiles.

Il ne faudrait pas que le PCF, qui a retrouvé une crédibilité avec la campagne du referendum contre le traité constitutionnel européen, replonge aux erreurs de 1997. Les conditions de participation à un gouvernement dépendent du contexte : les conditions réunies en 1945 pour la participation gouvernementale, ou pour une part en 1981, n'étaient pas réunies en 1997. Elles ne le seront pas plus en 2007, avec un Parti communiste en perte de vitesse, incapable d'imposer un rapport de forces favorable au monde du travail. Aucun ministre communiste n'aurait sa place dans un gouvernement social-libéral, même en cas d'accord sur un programme qui ne serait pas plus respecté que les maigres accords conclus en 1997. Dans ce contexte, notre 33e congrès est d'une importance extrême : ou, sur la base d'une analyse marxiste, notre Parti redevient le parti de la classe ouvrière, avec pour perspective la révolution, ou bien il risque de disparaître à brève échéance parce qu'il n'y a pas de place pour deux partis socialistes.

Le PCF est-il condamné à disparaître ? Non. Il reste une force politique d'importance et ses militants, par exemple dans la CGT, jouent un rôle positif. Mais y aura-t-il un « après 29 Mai » pour lui et les autres forces politiques qui ont fait campagne pour le Non ? Rien n'est moins sûr si le Parti communiste se cantonne à rechercher un simple « programme anti-libéral » avec les « forces de gauche » qui ont fait campagne pour le Oui...

Le 29 Mai ne doit pas être qu'une éclaircie dans un ciel plombé. Même s'ils n'en ont pas forcément conscience, les Français ont rejeté les effets du capitalisme dans sa phase actuelle. Ils ont maintenant besoin de perspectives. Jusqu'à présent, les forces du Non n'ont pas réussi à traduire sur le terrain des luttes la colère exprimée le 29 Mai. Il faut réfléchir aux causes profondes de cette incapacité : est-ce parce que les Français se méfient de la politique ou parce qu'il n'existe pas de force politique crédible, porteuse d'une véritable alternative ?

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

Il est essentiel et urgent que notre Parti se repositionne sur l'échiquier politique intérieur. Il faut éviter deux écueils : le rapprochement jusqu'à la fusion dans une mouvance d'alternative citoyenne ou un tête à tête avec le Parti socialiste sous forme d'alliances électoralistes. Le véritable défi pour notre Parti est de renouer avec son identité révolutionnaire. Il doit poursuivre l'effort entamé et revenir dans le monde du travail qu'il a abandonné. Il a une responsabilité majeure, non pas pour imposer ses analyses et ses propositions, mais pour les faire comprendre et partager dans les mobilisations et les luttes.

Dans ce cadre, la dynamique du 29 Mai pourrait trouver un prolongement politique dans l'élaboration d'un programme véritablement anti-capitaliste, révolutionnaire et démocratique, pour aujourd'hui, qui définisse les conditions de la rupture avec le capitalisme. Cette démarche n'est pas réservée aux seuls communistes : elle doit être menée, aujourd'hui et demain, dans le respect du pluralisme révolutionnaire.

Des propositions immédiates

Conjointement au programme de rupture avec le système capitaliste, le Pcf doit proposer des objectifs immédiats : l'abrogation des ordonnances Villepin ; l'augmentation des salaires de 300 Euros ; un impôt direct fortement progressif pour les grandes fortunes ; la nationalisation des entreprises françaises qui délocalisent à l'étranger ; la réquisition de l'outil de travail quand un groupe capitaliste liquide l'emploi ; l'arrêt des privatisations et le retour à la collectivité, sans indemnisation, des gros actionnaires des entreprises privatisées par Balladur, Juppé, Jospin. ; la sortie du Traité de Maastricht... sont autant de mesures concrètes qui permettraient de faire évoluer la situation sociale et économique du pays. A contrario, les 27 propositions de Marie-George Buffet sont très insatisfaisantes puisque aucune ne s'inscrit dans une perspective de remise en cause du système capitaliste. Il est urgent de réfléchir aux conditions politiques qui permettraient un rassemblement des forces populaires anti-capitalistes. Il ne s'agit en aucun cas de faire une croix sur le Parti, mais au contraire de remettre les communistes au centre du processus révolutionnaire que la « mutation » leur avait fait déserter. Il est urgent que le PCF réfléchisse à son évolution récente, qu'il revienne au marxisme donc à la lutte des classes, à l'internationalisme, à la révolution, qu'il renoue avec la formation théorique et qu'il rouvre le débat sur le socialisme qui est d'une singulière actualité.

Aubervilliers, le 3/11/2005

Notre contribution est un apport à la réflexion et à l'élaboration d'un texte alternatif à la base commune proposée par la direction du PCF. Nous l'adressons à l'Humanité pour publication.

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux